

Actualités européennes

QUELLE EST LA PART DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LE MARCHÉ DES EXPORTATIONS MONDIALES DE HAUTES TECHNOLOGIES ?

Par Pierre Verluise, chercheur à l'IRIS / décembre

Avec seulement 15 % de part de marché, l'Union européenne se place au troisième rang mondial pour les exportations de hautes technologies, derrière la Chine et les États-Unis. Compte tenu de la modestie de ses efforts en Recherche & Développement, l'UE élargie aura fort à faire pour ne pas perdre pied.

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2009-12-07-ae30.pdf

Actualités du Moyen-Orient et du Maghreb

GCC-EU RELATIONS AT THE TURN OF THE CENTURY

By Arwa Al-Munajjed, Sciences-Po Paris student, Master in International Affairs / International Security, Directed by Barah Mikail, Research Fellow at the Institute for International and Strategic Relations / décembre 2009

While it is only very recently that we began to notice any major shift in the relations between the twenty-Seven Countries of the European Union (EU) and the Gulf Cooperation Council countries (GCC), their cooperation dates back to 1988. The Gulf Cooperation Council consists of the Kingdom of Saudi Arabia, the Kingdom of Bahrain, the United Arab Emirates, the State of Qatar, the state of Kuwait, and Sultanate of Oman.

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2009-12-09-am013.pdf

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :



"Identité nationale et participation à l'Union européenne" - Par Bélig NABLI, chercheur associé à l'IRIS, 9 décembre



"Afghanistan : le pari d'Obama" - Par Pascal BONIFACE, directeur de l'IRIS, 3 décembre

DOSSIER

SOMMET DE COPENHAGUE : QUAND LE CLIMAT DEVIENT STRATÉGIQUE



Dossier dirigé par Sylvie Matelly, directrice de recherche à l'IRIS et Sarah Lacarrière, chercheur à l'IRIS, 9 décembre
Copenhague est depuis quelques semaines la ville vers laquelle se tournent tous les regards. Aucun quotidien, aucun périodique, aucun site internet qui n'ait, ces jours-ci, publié sur le sommet qui s'y tient en ce mois de décembre. Notre site n'y échappe pas et notre objectif étant de traiter de l'actualité des relations internationales, il était difficile d'occulter un tel événement qui reste, qu'on le veuille ou non, l'actualité internationale majeure de cette fin d'année 2009.

<http://www.affaires-strategiques.info/IMG/pdf/Copenhague.pdf>

Dans la presse

LES QUESTIONS CLIMATIQUES DIVISENT L'AUSTRALIE

Sylvie Matelly par Audrey Garric / Le Monde.fr / 2 décembre

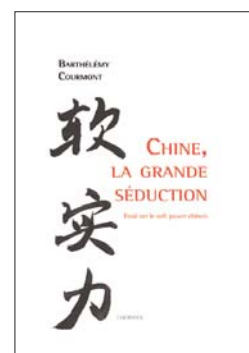
Ce plan est apparu trop ambitieux aux partis politiques australiens. Son objectif était de réduire de 25 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport à 2000. Or, les émissions de l'Australie ont augmenté de 30 % entre 1990 et 2007. Et elles continuent de croître en raison de la forte activité économique du pays. Les hommes politiques ont donc craint de ne pas réussir à respecter l'objectif. D'autant que la date de 2020 apparaissait trop proche pour un pays qui n'a ratifié le protocole de Kyoto qu'en décembre 2007, avec l'élection du premier ministre travailliste Kevin Rudd. **SUITE PAGE 3**

LES ETATS-UNIS ET LA CHINE : UN NOUVEAU G2 POUR GÉRER LA PLANÈTE ?

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 26 novembre

La visite que Barack Obama a effectuée en Chine n'a pas donné lieu à des résultats spectaculaires. En règle générale, à l'issue de leurs déplacements à l'étranger, les présidents américains aiment bien faire valoir les succès qu'ils ont obtenus. Mise à part une alliance objective - mais plutôt négative pour l'intérêt général - pour éviter qu'aucun engagement concret ne puisse être pris par rapport à la lutte contre le réchauffement climatique à la convention de Copenhague, les résultats de ce déplacement très médiatisé ont été modestes. **SUITE PAGE 4**

Parutions



Présentation page 5



Présentation page 6

Formations professionnelles



DÉCOUVREZ LES PROGRAMMES DE FORMATION 2009/2010

> LES CYCLES APPROFONDIS

> d'octobre à juin :
« **COMPRENDRE LA SCÈNE INTERNATIONALE CONTEMPORAINE** »

> de janvier à juin :
« **CONNAISSANCE APPROFONDIE DU MOYEN-ORIENT** »

> LES MODULES THÉMATIQUES

> de décembre à janvier :
« **LA MONDIALISATION APRÈS LA CRISE** »
« **CRIMINALITÉ ET DÉLINQUANCE INTERNATIONALES** »

> de janvier à février :
« **DÉCOUVERTE DU MAGHREB** »
« **LES MÉDIAS FACE AUX RELATIONS INTERNATIONALES** »

> de mars à avril :
« **QUESTIONS AFRICAINES** »
« **GÉOPOLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT** »

> de mai à juin :
« **STRATÉGIE, INFLUENCE ET INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE** »
« **GÉOPOLITIQUE DE L'EAU** »

Détails sur
www.iris-france.org
ou au 01 53 27 60 69

Manifestation

ADHÉRENTS QUEL RÔLE POUR L'UE SUR LE DOSSIER DU NUCLÉAIRE IRANIE ?

Mercredi 9 décembre / Paris / Maison de l'Europe

Conférence-débat autour de Thierry Coville, Chercheur associé à l'IRIS, spécialiste de l'Iran et enseignant-chercheur à Negocia, Bernard Hourcade, Géographe spécialiste de l'Iran, directeur de recherche au CNRS et membre de l'unité mixte de recherche « Mondes iranien et indien » et Fabio Liberti, responsable des questions européennes à l'IRIS qui animera ce débat.

Réservée aux adhérents de l'IRIS

RESTREINT QUELLES FORMES D'APPROPRIATION DE LA RARETÉ ?

Mercredi 16 décembre / Paris

2e séminaire de réflexion IRIS/EDF.

Communiqué



L'IRIS DEVIENT ASSOCIATION RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE

Par décret du 16 novembre 2009, l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) accède au statut d'association reconnue d'utilité publique, au terme d'une longue et sélective procédure.

L'IRIS est le seul Think Tank français d'envergure qui a été créé sur initiative totalement privée, dans une démarche autonome, il y a près de 20 ans. A partir d'une subvention initiale de 20.000 FF (3.000 Euros), l'IRIS s'est constamment développé tout en maintenant son autonomie et son indépendance à l'égard de tous les pouvoirs : **c'est grâce à cette honnêteté intellectuelle et à cette indépendance que nous avons gagné notre crédibilité et que nous accédons aujourd'hui à cette reconnaissance d'utilité publique.**

Les aires de recherche de l'IRIS se sont diversifiées, les équipes de recherche et administratives se sont étoffées. L'institut couvre désormais un spectre très large des questions géostratégiques, opérant pour le compte d'organismes publics (Ministères, Institutions européennes, Parlement) et d'entreprises privées qui lui commandent des études, des notes et des formations.

Parallèlement, son activité médiatique (près de 2.000 interventions dans les médias français et étrangers en moyenne chaque année) lui permet de participer pleinement au débat, tout en répondant au besoin d'analyse et de décryptage au service du grand public.

Cette décision vient donc conforter l'IRIS dans le paysage de la recherche en Europe, quelques mois seulement après qu'un institut américain eut classé l'IRIS parmi les cinquante premiers Think Tanks stratégiques mondiaux.

Elle prend également un écho particulier au moment où l'IRIS vient d'être désigné comme consultant permanent de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen sur les questions liées à la politique européenne de voisinage pour la période 2009/2014, à la tête d'un consortium de onze autres centres de recherche.

La capacité de l'IRIS à pouvoir désormais recevoir de la part des particuliers et des entreprises des dons (déductibles) et des legs, permettra de poursuivre le développement de nouveaux axes de recherche.

Rencontres internationales



MINORITÉS VISIBLES EN POLITIQUE

11 et 12 décembre / Ecole normale supérieure / Salle Dussane

Rencontres organisées dans le cadre de l'édition 2009 du Pari(s) du Vivre-Ensemble par **Esther Benbassa**, directrice d'études à l'École pratique des hautes études (Sorbonne), et **Katherine Fleming**, professeur à New York University, directrice de l'Institut Remarque de NYU à l'École normale supérieure, avec la collaboration de **Jean-Christophe Attias**, directeur d'études à l'EPHE (Sorbonne).

La question des minorités visibles dans la sphère politique est devenue une problématique incontournable de la société française. Comment s'inspirer de l'exemple américain qui tente de relever le défi de la diversité ?

Des personnalités politiques chevronnées de tous bords, de jeunes militants récemment entrés en politique, des experts de renommée internationale, des acteurs du monde associatif, le chef de campagne de Barack Obama aux élections sénatoriales de 2000 échangeront autour de cette thématique essentielle. L'élection d'Obama a, par contraste, souligné les lacunes d'un modèle républicain français remis en question.

Discrimination positive et quotas, citoyenneté, identité, intégration... Ces rencontres sur les minorités visibles en politique invitent à s'interroger sur ces enjeux déterminants pour ouvrir des perspectives et préparer l'avenir d'une France plurielle.

Programme complet et réservation

Contact: contact@cab-ephe.org / 01 45 88 25 12

Médias

→ TÉLÉVISION

Risques d'une intervention militaire en Iran ?

Barah Mikail par Al-Arabiya (3/12)

Obama et l'Afghanistan

A la Une, Karim Pakzad par France 24 (2/12)

→ RADIO

2009 en Afghanistan

Jean-Vincent Brisset par Pierre Bousset (Médi 1, 9/12)

Les Ouighours en Chine

Jean-Vincent Brisset par France inter (8/12)

La crise économique à Dubaï

Barah Mikail par la Radio nationale marocaine (8/12)

Visite du Premier ministre turc aux Etats-Unis

Didier Billion par Pierre Bousset (Médi 1, 7/12)

Sommet de Copenhague

Géopolitique, Sarah Lacarrière par Marie-France Chatin (RFI, 5/12)

Coupe du monde en Afrique du Sud

Pascal Boniface par France info (4/12)

Obama et l'Afghanistan

Karim Pakzad par BFM (3/12)

Bilan 2009 de l'actualité latino-américaine

Jean-Jacques Kourliandsky par Radio Méditerranée international (2/12)

→ PRESSE ÉCRITE

La crise budgétaire en Grèce

Fabio Liberti par Le Nouvel Obs (10/12)

Les moyens militaires de la Chine

Jean-Vincent Brisset par Le Point (9/12)

Elections au Chili

Jean-Jacques Kourliandsky par Le Temps - Suisse (9/12)

Retour sur les élections afghanes

Karim Pakzad par Moyen-Orient (9/12)

Le Football: cette passerelle vers la nouvelle Algérie

Pascal Boniface par Abderrahmane Semmar (La Tribune, 5/12)

Renforts en Afghanistan

Jean-Vincent Brisset par Le Progrès.fr (3/12)

Obama et l'Afghanistan

Karim Pakzad par
- Direct Matin (3/12)
- 20 Minutes (3/12)
- La Nouvelle République du centre (2/12)

Elections en Bolivie

Jean-Jacques Kourliandsky par Le Temps - Suisse (2/12)

A los gobiernos que usan el fútbol nunca les va bien

Pascal Boniface par La Nacion - Argentine (2/12)

Abonnement

Désinscription sur simple demande à : contact@iris-france.org

LES QUESTIONS CLIMATIQUES DIVISENT L'AUSTRALIE

Sylvie Matelly par Audrey Garric / Le Monde.fr / 2 décembre

A cinq jours du sommet de Copenhague, le Sénat australien a rejeté mercredi 2 décembre le projet de loi contre le réchauffement climatique proposé par le gouvernement. Une décision liée à la forte consommation énergétique de l'économie australienne...

Comment expliquer ce rejet du plan climat gouvernemental par le Sénat australien ?

Ce plan est apparu trop ambitieux aux partis politiques australiens. Son objectif était de réduire de 25 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport à 2000. Or, les émissions de l'Australie ont augmenté de 30 % entre 1990 et 2007. Et elles continuent de croître en raison de la forte activité économique du pays. Les hommes politiques ont donc craint de ne pas réussir à respecter l'objectif. D'autant que la date de 2020 apparaissait trop proche pour un pays qui n'a ratifié le protocole de Kyoto qu'en décembre 2007, avec l'élection du premier ministre travailliste Kevin Rudd.

D'où vient cette frilosité des politiciens australiens sur les questions environnementales ?

Les questions climatiques divisent depuis longtemps l'Australie. D'un côté, la conscience écologique est assez forte au sein de l'opinion publique. Les Australiens savent que leur pays est l'un des plus affectés par le réchauffement climatique. Ce sont par exemple les premiers au monde à avoir interdit les ampoules à incandescence. La presse australienne relate par ailleurs régulièrement les conséquences du réchauffement climatique sur la désertification du pays ou les animaux qui meurent par manque d'eau.

D'un autre côté, l'Australie a une économie très polluante. Elle est le deuxième émetteur de gaz à effet de serre par habitant au monde. Il s'agit en effet d'un pays très riche, avec un niveau de vie élevé, et qui possède une croissance économique dynamique. D'où sa consommation énergétique importante. Surtout, son énergie vient presque exclusivement du charbon. Les industriels et le secteur énergétique ne veulent pas voir leur activité limitée.

Le gouvernement entend à nouveau soumettre son projet de loi au vote des sénateurs en février. Quelles seraient les conséquences, pour le réchauffement climatique, d'un nouveau rejet du texte ?

Il y a peu de chances que ce plan controversé sur le climat, par deux fois rejeté par le Sénat, soit adopté en février, surtout en cas d'élections générales anticipées début 2010. De toute façon, ce rejet du plan climat ne peut en aucun cas porter préjudice au sommet de Copenhague, l'Australie n'étant pas un acteur majeur dans la lutte contre le réchauffement climatique. En effet, si l'Australie est le deuxième émetteur de CO2 par habitant, elle se trouve par contre en quinzième position des pays émetteurs en milliers de tonnes. Les principaux problèmes à régler résident davantage dans les émissions des Etats-Unis, de la Chine, de l'Union européenne et des pays producteurs de pétrole.

Le rejet du texte ne devrait donc pas aggraver les problèmes auxquels est confrontée l'Australie, à savoir la désertification et le manque d'eau. Les Australiens subissent les conséquences du réchauffement climatique sans pouvoir vraiment agir sur ses causes. Toutefois, l'adoption du plan climat aurait permis au pays d'entamer une refonte de son modèle économique et d'augmenter les investissements dans de nouvelles formes d'énergies. L'Australie risque d'être en retard sur le plan écologique. ■

LES ETATS-UNIS ET LA CHINE : UN NOUVEAU G2 POUR GÉRER LA PLANÈTE ?

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 26 novembre

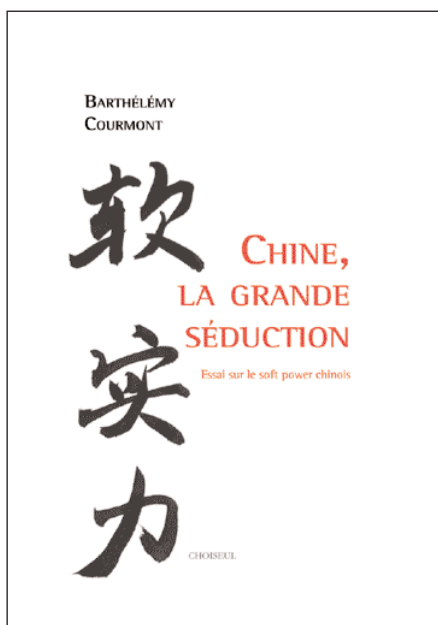
La visite que Barack Obama a effectuée en Chine n'a pas donné lieu à des résultats spectaculaires. En règle générale, à l'issue de leurs déplacements à l'étranger, les présidents américains aiment bien faire valoir les succès qu'ils ont obtenus. Mise à part une alliance objective - mais plutôt négative pour l'intérêt général - pour éviter qu'aucun engagement concret ne puisse être pris par rapport à la lutte contre le réchauffement climatique à la convention de Copenhague, les résultats de ce déplacement très médiatisé ont été modestes. Pas de percée spectaculaire sur les Droits de l'Homme - dans un communiqué commun, les deux pays reconnaissent qu'ils ont des différences à cet égard -, pas d'accord sur le cours de la devise chinoise par rapport au dollar, et la Chine n'a pas plus bougé sur la question d'éventuelles sanctions à l'encontre de l'Iran.

L'entourage de Barack Obama répond à ces critiques en disant que ce n'est pas en trois jours que l'on peut changer la Chine et que la méthode consistant à faire des reproches publiques à un pays aussi important ne peut porter de fruits. En fait, la Chine n'a jamais cédé aux injonctions des présidents américains depuis qu'ils ont repris leurs relations sous Nixon au début des années 1970 et ce n'est pas maintenant, au moment où la puissance du pays est réaffirmée, qu'ils vont commencer à le faire. Barack Obama ne souhaite pas une confrontation avec la Chine. Il a raison, cela ne lui apporterait rien.

Est-ce l'émergence d'un G2, comme de nombreux commentateurs l'ont fait remarquer ? D'un nouveau condo-minium à l'image de ce que fut la relation soviéto-américaine ? La comparaison consistant à appliquer aux relations entre Pékin et Washington la logique qui a régi celles de la Guerre froide entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ne fonctionne pas. La compétition que se livrent la Chine et les Etats-Unis est d'une toute autre nature, les Chinois ne voulant pas remplacer le modèle américain par un autre. Ils ont adopté le modèle de l'économie de marché et ne veulent pas le renverser, mais simplement prendre la tête de la course. Ceux qui s'alarment d'une rivalité militaire que la Chine pourrait opposer aux Etats-Unis se trompent: le budget militaire chinois représente grosso modo 1/10 du budget militaire américain ; alors que les Etats-Unis alignent douze porte-avions à propulsion nucléaire, la Chine n'a pas encore construit son premier.

Les Chinois savent qu'ils n'ont pas intérêt à se lancer dans une confrontation avec les Etats-Unis, ils la perdraient. Par ailleurs, le temps joue pour eux. Ils veulent proposer un autre modèle de coopération avec les pays, basé sur le développement des relations commerciales sans ingérence politique. Cela pouvait très bien fonctionner par opposition avec la politique de George Bush. Avec Barack Obama, ce contre-modèle chinois est moins attractif. Il est vrai que depuis qu'elle a renoncé au communisme, la Chine se sert du nationalisme comme ciment permettant de maintenir la cohésion d'un pays aussi vaste. Entre l'Union soviétique et les Etats-Unis était à l'œuvre la doctrine de la "destruction mutuelle assurée" (Mutual Assured Destruction ou MAD, qui veut dire "fou" en anglais) du fait de l'existence, dans les arsenaux de chacun, de milliers d'armes atomiques. C'est une autre forme de destruction mutuelle assurée qui unit aujourd'hui Pékin à Washington: la Chine a un besoin vital du marché américain pour exporter sa production et assurer son développement économique, gage de la paix sociale à l'intérieur. Et les Américains ont besoin de la Chine pour financer leur dette et convertir en bons du Trésor les cent milliards de dollars de déficit commercial annuel. Paradoxalement, alors que George Bush avait dégradé les relations des Etats-Unis avec à peu près tous les Etats du monde, il avait su conserver un rapport acceptable avec Pékin, prenant même le parti des dirigeants contre Taiwan.

On craignait que Barack Obama n'insiste trop sur les Droits de l'Homme ou sur la question du Tibet. Obama applique en fait à la Chine le même traitement qu'à l'ensemble des autres pays, qu'il s'agisse de l'Europe, du Japon, de l'Amérique latine ou du Monde arabe : établir un dialogue dans le respect des identités et ne pas avoir l'illusion que c'est par la contrainte que l'on peut obtenir le changement - mais bien plus par l'exemple. ■



CHINE, LA GRANDE SÉDUCTION

Essai sur le soft power chinois

Barthélémy Courmont

(Editions Choiseul - 17€)

La Chine sera bientôt la première puissance économique mondiale et les conséquences de la crise financière internationale pourraient même précipiter cette échéance. Elle ne se contente plus de miser sur l'économie : Pékin voit plus loin et se lance dans une gigantesque opération de séduction planétaire. Promotion d'une culture plurimillénaire, mobilisation de la diaspora, diffusion du chinois, exploitation du patrimoine, aide au développement et stratégie gagnant-gagnant, la Chine soigne son offensive. Elle peut d'ailleurs se targuer de larges succès, notamment dans les pays du Sud, Afrique, Amérique latine et Moyen-Orient. Mais cette Chine décomplexée séduit également les pays occidentaux, qui succombent au soft power de l'empire du milieu.

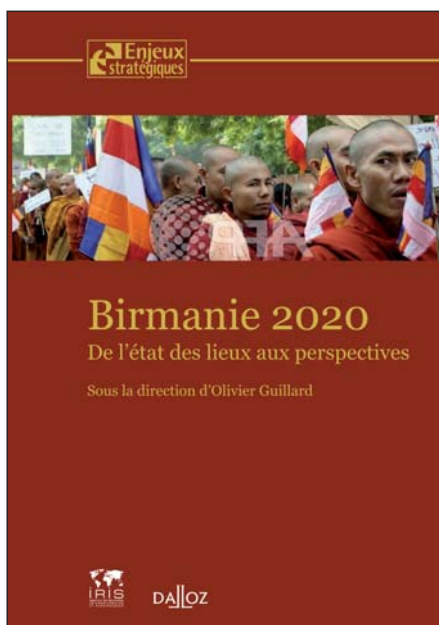
Quels sont les effets à long terme de cette stratégie ? Celle-ci soulève des questions propres au régime de Pékin : la démocratie, les droits de l'homme, la montée en puissance militaire ou encore les ambitions territoriales. La nature du régime chinois, à première vue en totale contradiction avec les conditions du soft power, limite-t-elle les effets de cette diffusion ou au contraire en facilite-t-elle le rayonnement ?

L'auteur plonge au coeur des ambitions chinoises dont il décrypte la politique d'influence, de lobbying et de communication. C'est une réflexion passionnante sur une puissance qui fascine autant qu'elle inquiète.

Barthélémy Courmont est professeur de relations internationales, directeur de la chaire Raoul Dandurand à l'Université de Montréal. Il est également rédacteur en chef de la revue Monde chinois.

Expert de la Chine et des questions stratégiques, ancien directeur du bureau IRIS à Taiwan, Barthélémy Courmont est déjà l'auteur de nombreux ouvrages dont notamment *L'Asie orientale face aux périls des nationalismes* (Lignes de repères) et *Terrorisme et contreterrorisme : l'incompréhension fatale* (Le Cherche Midi).

EN VENTE EN LIBRAIRIE



BIRMANIE 2020

De l'état des lieux aux perspectives

Sous la direction d'Olivier Guillard
(IRIS/Daloz - 20 €)

Collection Enjeux stratégiques

À la jonction des mondes indien, chinois et sud-est asiatique, la Birmanie du bouddhisme et de la démocratie contrariée, des généraux omnipotents et du peuple outragé, demeure pour l'Occident une mystérieuse inconnue, une soixantenaire au destin tourmenté. En 2012, les 50 millions de Birmans observeront le 50e « anniversaire » de l'arrivée au pouvoir d'une junte militaire, inoxydable caste de généraux qui, depuis lors et en dépit de diverses tentatives de soulèvement intérieur et d'une foudroyante sanction internationale, applique sans état d'âme son joug à la population, une des plus démunies d'Asie. Alors que la diplomatie américaine annonce – sous condition – son intention de reprendre langue avec le gouvernement, où Aung San Suu Kyi, l'icône démocratique nationale, consent à un « dialogue conditionnel » avec la junte, un chapitre inédit de l'histoire birmane est sur le point de s'écrire. En promettant un scrutin au printemps 2010 – le premier depuis 1990 –, le régime a jeté les bases d'une évolution possible... dont on discerne mal les contours et moins encore, les répercussions à venir, les ondes de choc, plus ou moins bienvenues.

D'ici une dizaine d'années, quelles auront été ses principales conséquences sur le cours de l'impétueux fleuve birman ?

Cet ouvrage esquisse en premier lieu un panorama général de la Birmanie d'aujourd'hui avant d'imaginer dans un second temps, à travers divers scénarios, ce que pourraient être ses contours à horizon 2020. Un exercice prospectif dont certaines intuitions pourraient redonner foi à l'attachant peuple birman...

Directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), Docteur en droit international, **Olivier Guillard** est associé chez Crisis Consulting, cabinet de conseil et d'ingénierie spécialisé dans l'analyse et la gestion des risques internationaux. Il a auparavant travaillé plusieurs années au ministère de la Défense et est l'auteur de divers ouvrages sur le sous-continent indien.

Avec :

Sophie Boisseau du Rocher, Mireille Boisson, Vincent Brossel, Olivier Guillard, Win Lae, Hervé L'Huillier, Lionel Martellini, David Scott Mathieson, Philippe Priaulet, Abel Tournier, Harn Yawngwe et l'aimable contribution des gouvernements australien, britannique et indien.

EN VENTE EN LIBRAIRIE